



«A Gauche toute!»

session d'automne 2006

Le groupe parlementaire «A Gauche toute!» existe depuis les élections nationales de 2003, même s'il n'est toujours pas reconnu officiellement comme un groupe parlementaire. Petit à petit, il s'est fait une place dans le Parlement, malgré les obstacles institutionnels de prise de parole et l'ostracisme de participation dans les commissions parlementaires. Nous sommes loin du temps de la solitude et de la marginalisation. Il est vrai que la construction patiente de la coalition «A Gauche toute!» sur le plan national, renforce le travail de proposition et de dénonciation de la gauche d'opposition. Vous recevez enfin un bulletin de notre groupe. Son objectif est le partage d'informations qui peuvent être relayées sur le plan cantonal ou local. Son ambition est de créer une communauté de luttes qui puissent renforcer notre apparition publique, notre capacité d'autonomie politique sur le plan fédéral. Tous les trois mois, vous trouverez dans ce bulletin électronique les points forts de nos prises de position sur le plan fédéral, les interventions de vos élus, les luttes en cours et les liens de base pour les mouvements qui composent la coalition «A Gauche toute!». Il ne sera utile que si vous l'utilisez! *Josef Zisyadis*

Burki, 24heures, 15 septembre 2006



Points forts de la session

5^e Révision de l'Assurance Invalidité: UNE VÉRITABLE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES MALADES ET LES HANDICAPÉS

Les objectifs de réinsertion précoce et même de réduction du nombre AI peuvent être en théorie et abstraitement défendables. Mais ils ne sont que leurre et tromperie s'ils ne sont pas accompagnés d'une part de mesures de financement garantissant l'existence de l'AI dans le long terme et d'autre part de mesures fortes et contraignantes visant à protéger et encourager l'emploi pour les personnes atteintes dans leur santé.

Une chose est taboue dans ce pays, c'est d'imposer aux employeurs la moindre contrainte!

Avant même que la 5^e révision n'entre en vigueur, on a vu ces dernières années les pratiques se durcir dans les dif-

férents offices AI cantonaux et les refus de rente augmenter. 49% de demandes de rentes ont été refusées en 2005, et les demandes de rentes AI sont en baisse de 18% pour le 1^{er} semestre 2006 par rapport à 2005. Ces chiffres signifient une pression accrue exercée sur les malades et les handicapés, réduit à l'aide sociale ou, pour les plus aisés, contraints à entamer leurs économies.

Pourtant, des mesures incitatives, donc aussi contraignantes et pénalisantes, pour les employeurs existent dans tous les autres pays qui nous entourent. La France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche: tous ont des quotas obligation d'engagements de handicapés, quotas assortis d'une contribution obligatoire et financière d'une certaine ampleur s'ils ne sont pas respectés.

Tant qu'il n'y a pas de contrainte pour les employeurs, tant que la pression ne s'exerce que sur l'assuré, sur le malade, sur le handicapé, sans responsabilité concomitante pour l'employeur, cette 5^e révision n'atteindra pas son soi-disant but proclamé, la réinsertion, mais ne sera que prétexte à économies sur le dos des malades.

Cette 5^e révision est inacceptable, et la question du référendum se pose, tant du côté des syndicats que des associations concernées par le handicap, le PSS et les Verts ayant annoncé qu'ils ne le lanceraient pas eux-mêmes. «A Gauche Toute!» n'a pas, hélas, les forces au niveau national pour le lancer, mais à tenu à dire, par la voix de ses conseillers nationaux, qu'elle mettra toutes ses forces en soutien s'il est lancé, ce que nous souhaitons vivement. *Marianne Huguenin*

Sur le site du parlement, vous trouverez d'autres interventions de «A Gauche Toute!» dans le débat. Notamment la Mo. 04.3605. Financement supplémentaire de l'AI de Marianne Huguenin.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20043605

Coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est: CONTRE L'UDC, OUI LE 26 NOVEMBRE!

Le 26 novembre prochain, a lieu la votation populaire fédérale sur la loi sur la coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est. Les organisations participant à la coalition «A gauche toute!» doivent déterminer formellement leur position sous peu. Nous publions ici une contribution du Conseiller national Pierre Vanek, au nom du groupe parlementaire, sur cette question.

Adoptée à une très large majorité du parlement ce printemps, notre groupe parlementaire «A gauche toute!» s'est abstenu en votation finale sur cette loi, notamment en réaction au fait que parmi les buts de celle-ci, on trouve – entre autres – la «promotion de l'économie de marché», vendue comme étant la recette du bonheur dans tous les domaines pour les populations des pays concernés. Alors que dans ces pays en particulier, la mise en œuvre brutale des recettes néolibérales se traduit, on le sait, par un démantèlement des services publics et des prestations sociales, par une explosion des inégalités, et par des difficultés accrues, au quotidien, pour la majorité de la population. Nous ne nous sommes, pas opposés à cette loi, parce que le principe d'une aide à ces pays, d'un montant au demeurant modeste, de la part d'un Etat riche comme l'est la Suisse est évidemment positif. Comme pour l'«aide au développement» des pays les plus pauvres, nous devrions, par contre, être capables de développer – avec les personnes concernées au premier chef et les mouvements sociaux dans ces pays – une critique concrète et constructive des projets et programmes ainsi financés. Mais, si cette loi passe en votation populaire le mois prochain, c'est sur la base d'un référendum déposé par l'UDC, avec l'appui des petits groupes d'extrême droite que sont les «Démocrates» suisses et la Lega au Tessin. Leur propos est évidemment aux antipodes du nôtre et nous appelons sans hésiter à voter OUI, pour barrer la route à leur discours. L'UDC appelle à refuser «le milliard» en question au motif général que la Suisse n'en a pas les moyens et que cette dépense contribue à «une politique déficitaire qui mine la compétitivité de la Suisse» comme l'a affirmé le conseiller national UDC neuchâtelois Yvan Perrin. Passant sur le fait qu'au hit parade de la «compétitivité» capitaliste récemment publiée par le WEF la Suisse se retrouve... en première position, ils plaident le thème générique de la réduction des dépenses publiques, au nom des déficits – inexistant! – de la Confédération. Déficit qu'ils s'emploient pourtant à creuser en continu, avec leurs cadeaux fiscaux à répétition aux plus riches, dont le dernier exemple en date est la défiscalisation à hauteur de 50% des revenus des gros actionnaires, voté

dans le cadre du deuxième volet de la «réforme de la fiscalité des entreprises» contre laquelle la gauche lancera un référendum. Pour le surplus, le financement du fameux milliard, 100 millions par an dépensés sur dix ans, est financé en le compensant avec les crédits déjà alloués depuis des années à la coopération avec l'Est (qui seront réduits) et pour le reste par les recettes supplémentaires provenant de la taxation de l'épargne des ressortissants des pays de l'UE découlant du récent accord bilatéral sur la fiscalité de l'épargne, ceci sans réduction de l'aide au développement des pays du Sud. Comme toujours, l'UDC xénophobe essaiera dans cette campagne d'opposer cette dépense publique «pour l'étranger» aux besoins des «Suisses», alors qu'elle s'emploie par ailleurs à démanteler les prestations sociales au service de la majorité des habitant-e-s du pays. On le voit, un NON à cette loi offrirait un nouveau tremplin à l'UDC pour développer sa politique ultra-libérale et ultra-réactionnaire.

Interventions des EluEs dans les débats

06.050. Organisation de l'armée. Modification

http://www.parlament.ch/ab/frameSet/f/n/4714/230327/f_n_4714_230327_230328.htm

«A gauche toute!/Links!» vous propose de renvoyer ce projet, décidément en psychothérapie permanente, au Conseil fédéral afin de revenir avec une proposition de suppression de l'armée et son remplacement par un service civil obligatoire pour tous les hommes et femmes. De plus en plus d'Etats européens renoncent partiellement ou entièrement au service militaire obligatoire. La menace a changé profondément ces dernières années. Il ne s'agit plus de guerres entre Etats. Aujourd'hui les problèmes environnementaux, sociaux, de sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme sont devenus la nouvelle raison d'exister des armées dans le monde. Le nombre des Etats européens dans lesquels le service militaire obligatoire n'existe pas ou plus augmente constamment (en 2006, il y en a 14). Six autres membres de l'Union européenne connaissent un service civil de durée égale au service militaire. Bien qu'on ne veuille le reconnaître, le service militaire obligatoire disparaîtra. Les réformes d'«Armée XXI» vont dans ce sens, réduisant peu à peu les effectifs et assignant des tâches très spécifiques aux soldats, missions qui dépassent largement le cadre de la défense du territoire. Ce qui est sûr, c'est que les mentalités changent. Aujourd'hui, en dehors d'une minorité de conservateurs, la population admet facilement que nous n'avons plus besoin d'une armée de milice. Qui aurait pensé cela il y a dix ans? Seul le GSSA (Groupement pour une Suisse sans armée). La discussion en Suisse sur l'abolition du Service Militaire Obligatoire (SMO) s'inscrit dans le processus de transformation des armées qui touche l'ensemble des pays d'Europe occidentale depuis la fin de la guerre froide. De la défense du territoire national à celui de l'Alliance atlantique, les armées européennes ont passé à la fonction de

défense des intérêts financiers occidentaux partout où ceux-ci sont menacés. Nous, membres d'«A Gauche toute!/Links!», sommes favorables à la suppression du service militaire obligatoire parce qu'elle constitue une chance pour remettre en cause l'existence même de l'armée. Mais, nous sommes tout aussi opposés au remplacement du SMO par une armée professionnelle ou un système de milice volontaire parce que ceux-ci renforceraient les politiques sécuritaires à l'intérieur et à l'extérieur. Le monde n'a pas besoin de plus de capacités militaires, mais de plus de capacités civiles et solidaires. La suppression du SMO libérerait un très grand potentiel de ressources humaines.

En même temps, on constate déjà une grande demande pour augmenter les possibilités d'engagement personnel dans les domaines de la solidarité sociale, de la prévention des conflits à l'intérieur et à l'extérieur, de l'environnement et de la solidarité internationale. Il faut donc aller jusqu'au bout de cette logique: supprimer l'armée et promouvoir la création d'un service civil qui donnera une nouvelle chance aux jeunes, afin qu'ils participent à une culture de paix et contribuent au bien-être de l'humanité. *Josef Zisyadis*

05.086. Fonds d'infrastructure. Trafic d'agglomération et réseau des routes nationales

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4714/228992/f_n_4714_228992_228993.htm

«A gauche toute/Links!» soutiendra le projet de compromis élaboré après l'échec de l'initiative Avanti devant le peuple et appuie donc la décision du Conseil des Etats, version qui est un minimum pour les agglomérations et les transports publics.

A l'heure où les vainqueurs d'aujourd'hui, sur un thème qui leur est cher – les étrangers – appellent les vaincus du scrutin populaire à rester «alignés couverts» – si vous me permettez cette expression – sur le verdict des urnes, il est piquant de voir les mêmes surenchérir en faveur des routes, que ce soit par une courte majorité à la commission du Conseil national ou par un amendement d'une minorité du groupe UDC qui pousserait le bouchon encore plus loin, en augmentant à 12 milliards de francs au lieu de 5,5 que veut le Conseil des Etats ou 8,5 comme le veut la commission, les montants destinés au crédit routier et à la lutte contre les goulets d'étranglement. Voilà une bizarre interprétation du vote de 2004 contre le projet Avanti, vote négatif clairement causé par les appétits démesurés du lobby routier: 67% des électeurs, selon une analyse fine des résultats, souhaitaient plus investir en faveur des transports publics.

Il faut avoir le nez dans le guidon, comme on dit en français – je dirai ici le nez dans le volant – pour penser qu'on peut, indéfiniment, élargir les routes, faire six ou huit voies sur les autoroutes et que cela éliminera lesdits goulets d'étranglement. Cela ne fera en fait que les pousser plus loin, dans les agglomérations ou les augmenter

puisque vous aurez fait croire qu'il est possible d'absorber sans fin une augmentation du trafic automobile.

Vous pouvez faire 8 ou 12 milliards de francs de travaux routiers dans les agglomérations, mais vous ne pourrez les élargir en y mettant des voies à six pistes. La seule mesure antigoulets d'étranglement, c'est le renforcement des transports publics et de la mobilité douce. Les enjeux de la maîtrise de l'augmentation de la mobilité sont majeurs dans les agglomérations, car c'est là que se concentre le développement actuel et à venir de l'emploi, du logement et donc du trafic.

Il faut investir sur les transports publics. Tout le reste n'est qu'une politique irresponsable et à courte vue, une politique datant des années 1950, misant tout sur la voiture et qui ne veut voir ni la pollution, ni les limites de ce mode de transport; car les milliards supplémentaires mis sur le réseau des routes nationales pour empêcher les goulets d'étranglement ne sont qu'une manière de pousser le bouchon plus loin et de les rendre encore plus denses, plus infranchissables, de se casser finalement le nez sur les villes. *Marianne Huguenin*

Motion d'ordre. Zisyadis.

Les propos tenus par un conseiller fédéral depuis l'étranger sur le changement d'une loi (art.261 bis du code pénal suisse), pourtant votée par le peuple, ne peuvent pas rester sans réaction du Parlement. Le Conseil national n'a pas permis aux groupes de faire de courte déclaration. La motion a été rejetée par 88 voix contre 67.

Objets déposés au Conseil national pour cette session

Postulat. Zisyadis. Rapport sur l'économie sociale et solidaire

Le Conseil fédéral est chargé de présenter un rapport sur l'économie sociale et solidaire dans le pays. Celle-ci est une composante non négligeable de la vie économique, elle est en plein développement. Les actions ou projets d'économie sociale et solidaire mettent donc l'entraide mutuelle et la réciprocité au cœur de l'action économique: des personnes s'associent librement pour mener en commun des actions, créent des activités économiques et des emplois et renforcent la cohésion sociale par de nouveaux rapports sociaux de solidarité. Ce rapport doit comprendre l'état de la situation, le volume d'emploi concerné, une typologie précise des secteurs économiques concernés, les relations avec l'économie publique et privée.

06.3509. Ip. Huguenin. Indemnités chômage à 520 jours pour régions fortement touchées. Un lent démantèlement?

La LACI révisée et entrée en vigueur en 2003 a baissé le nombre d'indemnités chômage de 520 à 400 jours. L'engagement politique pris à l'époque, concrétisé par

l'art. 41c de l'Ordonnance, permet un traitement différencié pour les cantons ou partie importante de canton connaissant un taux de chômage supérieur à 5%, le législateur ayant prévu qu'ils pouvaient s'adresser au Département de l'Economie pour prolonger l'indemnisation de 120 jours, en participant aux coûts de l'opération pour 20%. Dans sa modification de l'Ordonnance du 3 décembre 2004 (art. 41c) et au début 2005, le Conseil fédéral a modifié les procédures. Les chômeurs et les professionnels des trois cantons concernés (GE, NE, VD) avaient dû, en urgence, faire face à cette modification. Le Conseil fédéral, malgré la demande du gouvernement vaudois, n'avait pas daigné différer de trois mois l'entrée en vigueur de cette mesure.

Il est demandé au Conseil fédéral de se prononcer sur le critère «région de mobilité spatiale» pour déterminer à l'avenir les régions qui pourraient bénéficier des 120 jours supplémentaires ainsi que de nous informer sur la logique institutionnelle de ce critère. De plus, le Conseil fédéral ne pense-t-il pas que ce lent démantèlement de la possibilité de prolonger les indemnités chômage de 120 jours constitue une violation des promesses faites au moment de la révision de la LACI?

Cette interpellation a été signée par la plupart des députés vaudois.
http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20063509

Postulat. Zisyadis: Défense internationale de l'appellation Champagne.

Les vigneron·nes du village vaudois de Champagne et leur appellation AOC sont les sacrifiés des bilatérales. Ils ont été littéralement vendus aux intérêts de l'Union Européenne, au mépris de traditions séculaires. Suite à l'accord entre l'UE et les Etats-Unis, le Conseil fédéral est invité à faire le nécessaire pour que l'appellation «Champagne» soit à nouveau réhabilitée dans les plus brefs délais, au nom de l'égalité de traitement.

Interpellation. Huguenin: Quel avenir pour le Swiss Teratogen Information Service (STIS)?

Le Swiss Teratogen Information Service (STIS) situé au CHUV à Lausanne, est un service unique en Suisse, couplant une activité de tératovigilance – surveillance de l'effet des médicaments lors de leur utilisation pendant la grossesse – et un service d'informations et de conseils aux professionnels confrontés à ces expositions, ce qui permet le recueil des situations recensées et un suivi prospectif avec la création d'une base de données. Son financement se trouve menacé. Par conséquent, il est demandé au Conseil fédéral de se prononcer sur l'utilité d'un tel service pour les professionnels et pour la recherche, et de savoir si le STIS ne doit pas voir son avenir garanti principalement au niveau de la Confédération.

Une interpellation (Catherine Roulet) qui va dans ce sens a également été déposée au Grand Conseil vaudois le 4 septembre 2006. Cette interpellation a été signée par des médecins de tous bords.

06.3467. Mo. Zisyadis: Assurance obligatoire publique des soins dentaires de base.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20063467

Questions posées au Conseil fédéral

06.5174. JZ: Propagande payée par les primes maladie.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20065174

06.5173. JZ: OGM. Respect du vote populaire.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20065173

06.5172. JZ: Débats théologiques et politique étrangère de la Suisse.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20065172

Réponses du Conseil fédéral, Conseil national

05.406. Iv. pa. JZ: Loi sur les délocalisations d'entreprises. Rejet de l'initiative.

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4714/227730/f_n_4714_227730_227756.htm

06.3312. Mo. Huguenin: Garantir au FIMM des moyens stables et sa liberté d'expression. Rejet de la motion.

http://search.parlament.ch/f/cv-geschaefte?gesch_id=20063312

Calendrier

25 novembre 2006: Coordination nationale AGT Berne

13 janvier 2007: Assemblée nationale des militants AGT Berne

Composante «A Gauche toute!»

PST-POP (Pdt GE, POP NE, POP JU, POP & Gauche en mouvement VD, Pdl TI, PdA SG, PdA BE, PdA ZH, Neue PdA Basel) **SolidaritéS** (GE, NE, VD, BS) **Listes Alternatives** (AG, SH, ZH).

Liens

Alternative Link Aargau <http://www.al-ag.ch/>

Alternative Liste Schaffhausen <http://www.al-sh.ch/site/>

Alternative Link Zurich <http://www.al-zh.ch/>

Parti Suisse du Travail <http://www.pst.ch/>

Section PST-POP & Gauche en mouvement

section Berne <http://www.pdabern.ch/>

section Genève <http://www.pdt-ge.org/>

section Vaud <http://www.popvaud.ch>

section Neuchâtel <http://www.pst.ch/neuchatel>

section Tessin <http://www.pdl.ch>

section alémanique <http://www.pda.ch>

SolidaritéS <http://www.solidarites.ch/journal/>

section Genève <http://www.solidarites-ge.ch>

section Vaud <http://www.solidarites.ch/cas/>

section Bâle <http://www.soal.ch>

section Neuchâtel <http://www.solidarites.ch/ne>

Le parlement suisse <http://www.parlement.ch>

Gauche Européenne <http://www.european-left.org/>